

**Pour Me Michelle Ndoki, la sémantique juridique utilisée dans le communiqué de l'arrêt des poursuites contre les détenus anglophones n'est pas conformé,**

« Ce serait mieux s'ils écrivaient dans leur communiqué "personnes arrêtées dans le cadre" au lieu de "personnes arrêtées pour les délits commis dans le cadre », précise dans un post sur facebook Me Michèle Ndoki, l'avocate devenue célèbre pour son plaidoyer au conseil constitutionnel lors du contentieux post électoral

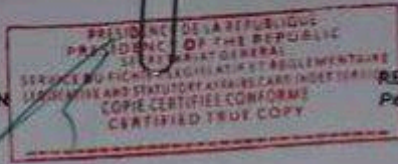
Parlant des membres du gouvernement, la présidente nationale de femmes du MRC pense qu'ils font juste « semblant d'oublier que la plupart de nos frères anglophones ont été accusés de crimes, pas de délit »

Pour finir Me Michel Ndoki se demande « Pourquoi ne peuvent-ils pour une fois publier un communiqué en anglais et français? », « Ce serait tellement élégant de leur part! », écrit-elle

**Ci desous le communiqué de l'arrêt des poursuites contre les détenus anglophones**

---

•REPUBLIQUE DU CAMEROUN  
Paix – Travail – Patrie



REPUBLIC OF CAMEROON  
Peace – Work – Fatherland

## COMMUNIQUE

Le Ministre, Secrétaire Général de la Présidence de la République porte à la connaissance de l'opinion publique nationale et internationale que le **PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE, S.E M. PAUL BIYA** a décidé ce jour, de l'arrêt des poursuites pendantes devant les Tribunaux Militaires contre un certain nombre de personnes arrêtées, pour des délits commis dans le cadre de la crise dans les Régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest. Deux cent quatre-vingt-neuf (289) détenus au total sont concernés par cette décision qui sera mise en œuvre à la diligence du Ministre Délégué à la Présidence chargé de la Défense.

Intervenant après la création du Comité National de Désarmement, de Démobilisation et de Réintégration (CNDDR), cette décision du **CHEF DE L'ETAT** procède de sa volonté de permettre à ceux de nos jeunes compatriotes de ces deux Régions désireux de renoncer à la violence et de revenir dans le droit chemin de pouvoir de nouveau participer à la grande œuvre de construction nationale.

Le **CHEF DE L'ETAT** réaffirme sa détermination à poursuivre sans relâche ses efforts dans la recherche des voies et moyens d'une résolution pacifique de la crise qui affecte ces Régions de notre pays, en vue de la normalisation souhaitée par l'immense majorité du peuple camerounais./-

Yaoundé, le 13 décembre 2018

Le Ministre, Secrétaire Général  
de la Présidence de la République



Ferdinand NGOH NGOH